

25 AVRIL 1968

Il y a trois axes d'action pour le Bureau National de l'UNEF au cours du troisième trimestre :

1) Il est certain que les événements qui se sont produits au cours de la dernière Assemblée Générale, que ceux qui se sont encore renouvelés ces jours-ci (attaque du Bureau National de l'UNEF avec des grenades, attaque de militants isolés dans la rue) nous obligent à prendre toutes dispositions pour qu'ils leur soient mis fin et que la protection des militants soit assurée. De tels événements ne doivent pas se reproduire.

2) Le troisième trimestre nous offre la possibilité d'intervenir sur certains aspects de la vie universitaire et en particulier sur les examens, instruments essentiels de la sélection.

3) Une intervention sur les campus doit permettre de poursuivre et de prolonger la lutte entreprise au second trimestre et déboucher sur une organisation accrue des étudiants pour la rentrée universitaire.

En ce qui concerne les campus : deux faits essentiels sont à considérer :

D'une part, nous constatons actuellement que le Gouvernement cherche à diviser les étudiants pour négocier ; depuis le 14 février, et le mouvement s'était poursuivi par la suite, les étudiants ont obtenu dans les cités universitaires l'instauration d'un état de fait que l'administration n'a jamais reconnu et ils se sont octroyés un certain nombre de libertés. Or, depuis cette époque, et particulièrement depuis la fin du second trimestre et au début du troisième trimestre, le Gouvernement par l'intermédiaire des différents centres régionaux des oeuvres cherche à faire revenir les étudiants sur cet état de fait en leur offrant dit-il des perspectives de discussion. Notre position sur cette question est très claire :

Il n'est pas question de discuter avec l'Administration en revenant sur l'état de fait ; les discussions avec l'Administration ne peuvent se faire que 1°) Sur la base du maintien de l'état de fait,

2°) Sur l'ensemble des revendications des étudiants ;

En outre, il est certain que pendant les vacances, pendant l'absence des étudiants, le Gouvernement va chercher à mettre en place les propositions que Peyrefitte a faite au C.A. du CNO. Nous demandons à l'ensemble des étudiants de s'organiser immédiatement pour mettre en échec les tentatives gouvernementales. A cet égard, nous avons l'intention de diffuser dans le Milieu Etudiant l'information que nous avons et de lancer à partir de là une grande campagne d'agitation.

Nos positions peuvent donc se résumer ainsi :
- Refus de la discussion avec l'Administration (nous ne croyons plus beaucoup à la négociation) ;

- Si discussion il y a, discussion sur l'ensemble de nos revendications organisation des étudiants pour se préparer à la rentrée ; nous ne pensons pas en effet que le Gouvernement laissera les choses dans l'état où elles sont actuellement.

Le troisième trimestre est la période des examens ; lors de la dernière Assemblée Générale, certains étudiants ont proposé le boycott des examens ; certes, le boycott des examens nous semble extrêmement intéressant et il serait très intéressant d'en arriver à un point où nous pourrions bloquer le mécanisme de l'institution universitaire. L'examen est une des clés du système de l'enseignement et conditionne tant le comportement des étudiants que celui des enseignants ; l'examen est en outre l'un des instruments essentiels de la politique de sélection du gouvernement. (Il suffit de voir le résultat des examens lors des années précédentes pour se rendre compte du rôle particulièrement important que jouent les examens dans les mécanismes de la sélection). Aussi avons nous l'intention de lancer une campagne sur les examens et la sélection et de susciter tout mouvement qui permettra par la suite d'engendrer les différentes formes de luttes appropriées à chaque situation. Nous pensons en particulier qu'il est nécessaire dès maintenant que dans tous les cours, dans tous les travaux pratiques, les étudiants posent à leurs professeurs un certain nombre de questions sur la signification des examens qu'ils vont être amenés à passer ou à faire passer ; par exemple, les étudiants doivent demander à leurs professeurs pourquoi passent-ils des examens sans livres ni cours ; serait-ce que l'on ne veut que vérifier l'acquisition par les étudiants d'un certain nombre de connaissances ou de certains schémas de pensée. Quels rapports existent entre les examens et le contenu et les méthodes des études ? Combien d'étudiants seront-ils éliminés, par rapport aux années précédentes, aux examens ? Sur quels critères ? Quel est le rapport entre le travail qui a été fait tout au long de l'année et les épreuves de l'examen ? Si l'Université doit préparer à un métier, dans quelles mesures l'examen est-il un moyen de contrôler qu'un certain niveau a été acquis par les étudiants.

Voici donc toute une série de questions que nous demandons aux étudiants de poser à leurs professeurs à l'occasion des cours ou des travaux pratiques afin que ces derniers se prononcent clairement et en tirent les conséquences ; peut-être l'ensemble du corps enseignant ne se sent-il pas concerné par le problèmes des examens et de la sélection ; cependant il est une partie du corps enseignant qui est prête à lutter avec les étudiants sur ces aspects de l'enseignement.

Nous lançons à ce sujet un appel aux syndicats enseignants et nous attendons leur réponse.

Les comités d'action lycéens ont également l'intention d'engager une campagne sur le thème des examens et de la sélection. Nous souhaitons qu'étudiants, enseignants, et lycéens coordonnent leurs actions et qu'à partir de là soient posés les problèmes essentiels de l'Université, dès le 3ème trimestre.

Le processus d'agitation que nous nous proposons de créer est susceptible de déboucher sur des formes diverses d'action. Le Bureau National de l'UNEF est prêt à soutenir fermement toutes

.../...

les formes d'action que décideront les étudiants eux-mêmes. S'il nous paraît irréaliste de proposer de but et blanc à l'ensemble des étudiants le boycott des examens (proposition qui ne serait suivie que de très peu d'effets), si les étudiants de certaines facultés décident de boycotter les examens, nous sommes prêts et décidés à soutenir ce boycott de même que nous soutiendrons toutes les formes d'action que les étudiants décideront eux-mêmes, formes d'action qui devront être déterminées au cours des interventions que les étudiants mèneront (et non pas à priori).

Dans la situation actuelle, la proposition généralisée du boycott des examens est une proposition maximaliste du type de celle de certains enseignants qui, s'ils ont toujours refusé de soutenir les étudiants dans leur lutte contre le Plan Fouchet, leur promettaient toujours de ne pas faire passer les examens

Par ces différentes interventions, nous voulons poursuivre le travail entrepris au second trimestre et préparer efficacement la rentrée. Nous pensons en effet, que lors de la rentrée universitaire, les conditions objectives (difficultés beaucoup plus grandes que l'an dernier) sont susceptibles de créer le développement de mouvements fondamentalement contestatoires à la politique gouvernementale (sélection, spécialisation des facultés, secondarisation du premier cycle, université d'élites ...). Ceci pourra permettre d'éviter le relatif échec de l'an dernier : si des luttes localisées s'étaient développées, jamais elles n'auraient réussi à trouver leur unité et à s'étendre à l'ensemble des universités de façon coordonnée.

Enfin, bien entendu, le Bureau National devra préparer le congrès, congrès qui verra se dérouler des débats importants : à partir des problèmes qui peuvent se poser à la rentrée, à partir de la pratique de cette année, sera posé le problème de l'avenir du Mouvement Etudiant.